



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

## Conseil d'administration du 03-02-2026



**Centre de Gestion du Pas-de-Calais**

Allée du Château - BP67 - 62702 Bruay-La-Buissière Cedex

T. 03 21 52 99 50

# **SOMMAIRE**

Introduction	<i>page 3</i>
Le contexte global de la préparation budgétaire 2024	<i>page 4</i>
Le contexte socio-économique mondial	<i>page 4</i>
Le contexte socio-économique au niveau de la zone Euro	<i>page 4</i>
Le contexte socio-économique français	<i>page 5</i>
La loi de finances 2026	<i>page 5</i>
Infos Flash	<i>page 6</i>
La situation financière du Centre de Gestion	<i>page 7</i>
Les résultats provisoires de l'année 2025 en fonctionnement et en investissement	<i>page 7</i>
Comparatif des chapitres budgétaires sur les 3 dernières années	<i>page 9</i>
L'exécution budgétaire 2025	<i>page 11</i>
La dette	<i>page 12</i>
Ratios financiers	<i>page 13</i>
Suivi financier des travaux du siège	<i>page 14</i>
Les réalisations 2025 et les orientations proposées pour 2025	<i>page 15</i>
Contexte général de la préparation budgétaire des Centres de Gestion	<i>page 15</i>
Le pôle Ressources	<i>page 17</i>
Le pôle Statut	<i>page 23</i>
Le pôle Médical	<i>page 25</i>
Le pôle Développement de l'Emploi Public et Usages Numériques	<i>page 26</i>
Les orientations budgétaires 2026	<i>page 31</i>
Le Fonctionnement	<i>page 31</i>
L'investissement	<i>page 36</i>
Les mouvements de personnel sur l'année 2025	<i>page 37</i>
Evolution prévisible des effectifs pour l'année 2026	<i>page 38</i>

## **INTRODUCTION**

Les orientations générales du budget sont présentées annuellement sur la base d'un Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB). Celui-ci permet la tenue d'un Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) qui constitue la première étape du cycle budgétaire annuel, sans pour autant donner lieu à un vote formel sur son contenu.

L'organisation du Débat d'Orientations Budgétaires vise d'abord à améliorer la qualité de l'information budgétaire proposée au Conseil d'Administration. Le ROB constitue un outil d'analyse et de projection utile au Conseil d'Administration pour aborder les enjeux financiers propres à la trajectoire de l'établissement. Au-delà, il s'agit de garantir les conditions d'un débat éclairé sur les choix stratégiques de notre établissement.

En amont du vote du budget primitif, le DOB permet de :

- Mettre en perspective la construction budgétaire, au regard du contexte économique et des grandes tendances des finances publiques.
- Retracer rétrospectivement la dynamique des dépenses et recettes de l'établissement en fonctionnement et en investissement, de même que l'évolution des principaux indicateurs financiers.
- Présenter l'état des finances et notamment de l'encours de la dette.
- Présenter les orientations majeures de l'établissement sur le plan financier, notamment en matière de charges générales, de dépenses de personnel, de recrutements, d'évolution des services et de développement des missions. Autant de grands sujets qui nous attendent en 2026.

Dispositions légales :

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, des départements, des communes de plus de 3 500 habitants, et enfin des EPCI comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.

En cas d'absence de DOB, toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale.

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle. En conséquence, toute délibération sur le budget qui n'aurait pas été précédée d'un tel débat serait entachée d'illégalité.

Pour rappel, le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte ; le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

Ce rapport donne lieu à un débat. Celui-ci est acté par une délibération spécifique, qui donne lieu à un vote.

Dans les 2 mois précédant le vote du budget primitif, le Conseil d'Administration doit débattre des orientations budgétaires. Ce débat est ainsi prévu par les dispositions du Code Général de la Fonction Publique et du Décret 2016-841 du 24 juin 2016.

Ce ROB, de même que le budget primitif 2026 et le Compte Financier Unique 2025 qui suivront, seront parmi les derniers actes de la mandature actuelle, l'élection du nouveau Conseil d'Administration devant intervenir selon toute vraisemblance à la fin du mois de juin 2026.

## **LE CONTEXTE GLOBAL DE LA PREPARATION BUDGETAIRE 2026**

### **Le contexte socio-économique :**

#### **Au niveau Mondial :**

Au niveau mondial, la croissance économique résiste malgré de multiples chocs. Pour les 2 prochaines années, les économistes prévoient une croissance mondiale en léger ralentissement à 2.90 % pour 2025 et 2.80 % en 2026 après 3.00 % en 2024. Cela reste une performance remarquable alors que l'activité fait face à de nombreux chocs à commencer par les droits de douane de l'administration américaine.

Aux Etats Unis, l'activité ralentirait à 1.80 % en 2025 et 2026, après 2.80 % en 2024, un rythme qui reste cependant élevé. En zone euro, la croissance attendue à 1.30 % en 2025, serait quasi inchangée en 2026 avec 1.20 %, et ceci même si celle-ci doit faire face à des forces contraires (relance de l'investissement en Allemagne, impact négatif des droits de douane). Au Royaume Uni, la croissance serait proche de celle observée en zone euro avec 1.4. % en 2025 et 1.20 % en 2026. En Chine, l'activité resterait autour de 5.00% en 2025 et 4.80 % en 2026, malgré les droits de douane américains.

Côté politique monétaire, la Banque Centrale Américaine poursuivrait son cycle de baisse des taux, tandis que la BCE s'arrêterait à 2.00 %. La BCE, Banque Centrale Européenne, considère qu'elle est bien positionnée pour faire face aux différents chocs, ce qui justifie un statu quo à 2.00 %. La Banque d'Angleterre continuerait son cycle de baisse mais à un rythme prudent compte tenu d'une inflation toujours élevée. Aux Etats Unis, la Banque Centrale Américaine a commencé son cycle de baisse de taux en septembre 2025 et celui-ci se poursuivrait jusqu'en avril 2026 pour un taux terminal à 3.00 %, sur fond de ralentissement du marché du travail et malgré des risques inflationnistes liés aux droits de douane. A rebours, la Banque du Japon augmenterait une dernière fois ses taux en décembre 2025 à 0.75 %.

Les risques sur la croissance mondiale demeurent élevés. Les effets de la hausse des droits de douane ne sont pas encore pleinement ressentis et les tensions géopolitiques avec la Russie, le Moyen Orient et maintenant l'Europe demeurent importantes. A l'inverse une détente sur les droits de douane, la relance allemande et le virage de la défense en Europe constituent des relais de croissance qui pourraient être supérieurs aux attentes des prévisionnistes.

#### **Au niveau de la zone Euro :**

La croissance en zone euro s'établirait à 1.30 % en 2025 puis 1.20 % en 2026 après 0.80 % en 2024. Une majeure partie de la bonne performance de la croissance en zone euro traduit une anticipation des droits de douane américains, avec une forte hausse des exportations de biens européens vers les Etats Unis au 01<sup>er</sup> septembre 2025.

La croissance européenne est tirée par les pays du sud de l'Europe avec une croissance attendue à 2.90 % en Espagne et au Portugal. La croissance française résiste malgré l'incertitude politique à 0.90 % alors que l'activité reste faible en Allemagne à 0.30 % et en Italie. Pour 2026, la croissance allemande redémarrerait pour atteindre 1.30 % sous l'effet d'un plan de relance massif qui bénéficierait à l'ensemble de la zone euro.

L'inflation resterait en moyenne légèrement au-dessus de la cible de la Banque Centrale Européenne cette année à 2.10 % avant de fléchir plus nettement l'année prochaine à 1.70 % sous les effets cumulés de l'appréciation de l'euro et de la baisse du prix du pétrole et du gaz.

L'inflation hors énergie et alimentaire resterait un peu supérieure à 2.00 % avec une inflation des services toujours élevée dans certains pays et notamment en Allemagne où le salaire minimum est attendu en hausse de 14 %.

## **Au niveau de la France :**

La croissance française a été particulièrement dynamique au 3<sup>ème</sup> trimestre 2025 avec 0.50 % notamment grâce à la bonne performance des points forts de l'économie française à commencer par l'aéronautique dont le rythme des livraisons continuerait d'augmenter au cours des prochains trimestres.

L'incertitude politique qui a coûté de 0.20 à 0.30 point de pourcentage de croissance en 2025 continuerait à freiner la reprise en 2026, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

L'inflation française est la plus faible de la zone euro, à l'exception de Chypre, celle-ci ayant été tirée à la baisse par la baisse des prix des tarifs réglementés de l'électricité de 15 % en février 2025. Elle resterait modérée en 2026 ce qui s'explique par :

- La baisse des prix du pétrole et du gaz et l'appréciation de l'euro.
- La modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance légèrement sous le potentiel.

Au troisième trimestre 2025, l'emploi salarié privé a diminué de 0.30 % après 0.20 % au trimestre précédent. Au cours du trimestre les contrats d'alternance ont représenté environ les deux tiers de la baisse de l'emploi salarié privé.

Sur un an, l'emploi privé salarié a baissé de 0.50 % par rapport à l'année précédente (soit - 112 100 emplois). Il s'agit du 4<sup>ème</sup> trimestre consécutif d'une année sur l'autre après près de 4 ans d'augmentation.

Les salaires horaires (secteur marchand non agricole) ont augmenté de 0.20 % par rapport au trimestre précédent après + 0.10 % au premier trimestre, en raison d'une légère augmentation de la prime de partage de la valeur.

En glissement annuel, les salaires horaires ont légèrement ralenti à 2.00 % après 2.50 % au 1<sup>er</sup> trimestre.

Le taux de chômage quant à lui est resté stable au 2<sup>ème</sup> trimestre 2025 à 7.50 %. Selon les experts il augmenterait légèrement en 2026 à 7.60 %, la croissance du PIB étant attendue sous son potentiel l'an prochain dans un contexte d'incertitudes politiques persistantes.

Au niveau du déficit public, celui-ci devrait s'établir selon toute vraisemblance à 5.40 % du PIB en 2025 contre 5.80 % en 2024.

## **La loi de finances 2025 :**

Le projet de loi de finances 2026 a été soumis au Parlement le 14 octobre 2025, respectant tout juste les 70 jours de délai dont le Parlement doit disposer pour l'examiner et le voter.

Le Gouvernement anticipe un déficit public de 5.40 % cette année et de 4.70 % en 2026, une cible qui paraît ambitieuse compte tenu des nombreux aléas d'ici à l'adoption complète du budget. L'Assemblée Nationale est fragmentée et les équilibres politiques demeurent fragiles, la France ayant connu 6 gouvernements depuis l'année 2024.

La version finale du budget sera ainsi probablement différente de celle proposée initialement par le Gouvernement, le Premier Ministre ayant indiqué vouloir renoncer à l'utilisation de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution. (Ce qui depuis a été contredit puisque le gouvernement a engagé sa responsabilité sur la loi de finances et que les discussions sont actuellement en cours).

Dans l'attente, une loi spéciale présentée au Parlement et adoptée à l'unanimité le 23 décembre 2025 et publiée au Journal Officiel du 26 décembre 2025 a été nécessaire pour permettre d'assurer le fonctionnement régulier des services publics et des institutions.

Les discussions doivent reprendre le 08 janvier à l'Assemblée nationale sur le texte.

Par ailleurs, le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2026 a été adopté le 16 décembre 2025. Il fixe pour l'année 2026 les grandes lignes des dépenses et des recettes sociales avec un double objectif : améliorer la vie des assurés tout en renforçant la soutenabilité du système de protection sociale.

## INFOS FLASH

### - Le SMIC revalorisé au 01<sup>er</sup> janvier 2026 :

La revalorisation annuelle du SMIC au 01<sup>er</sup> janvier 2026 est de 1.18 % portant celui-ci à 1823.03 €.

### - Réévaluation du plafond annuel de la sécurité sociale :

Augmentation de 2 % par rapport à 2025.

Le plafond annuel sera de 48 060 € au 01<sup>er</sup> janvier 2026.

### - Augmentation des cotisations CNRACL :

La cotisation patronale CNRACL passe de 34.65 % à 37.65 %.

### - Augmentation des cotisations IRCANTEC :

Augmentation des cotisations salariales et patronales à effet du 01/01/2026

Tranche A : Part salariale : 2.84 % au lieu de 2.80 %

Part patronale : 4.27 % au lieu de 4.20 %

Tranche B : Part salariale : 7.06 % au lieu de 6.95 %

Part patronale : 12.75 % au lieu de 12.55 %

### - Cotisations au CDG 62 au 01/01/2026 :

- Cotisation obligatoire : 0.80 %

- Cotisation additionnelle : 0.40 %

- Cotisation socle commun : 0.10 %

## **LA SITUATION FINANCIERE DU CDG**

### **Les résultats provisoires de l'année 2026 :**

<b>Section de fonctionnement</b>				
	<b>RECETTES</b>	<b>DEPENSES</b>	<b>RESULTATS</b>	<b>EXCEDENT A REPORTER</b>
<b>OPERATIONS DE L'EXERCICE</b>	9 909 774 €	9 401 674 €	508 100 €	
<b>RATTACHEMENTS</b>		119 072 €	119 072 €	
<b>TOTAL DE EXERCICE</b>	9 909 774 €	9 520 746 €	389 028 €	
<b>REPORT DE L'EXERCICE ANTERIEUR</b>	1 750 663 €		1 750 663 €	
<b>TOTAL</b>	<b>11 660 437 €</b>	<b>9 520 746 €</b>	<b>2 139 691 €</b>	<b>2 139 691 €</b>

<b>Section d'investissement</b>		
<b>DEPENSES / RECETTES</b>	<b>MANDATS OU TITRES EMIS</b>	<b>RESTES A REALISER</b>
<b>DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	1 182 008 €	625 028 €
<b>RECETTES DE L'EXERCICE</b>	1 219 940 €	
<b>SOLDE DE L'EXERCICE</b>	37 932 €	
<b>RESULTAT EXERCICE ANTERIEUR</b>	1 868 167 €	
<b>RESULTAT CUMULE</b>	1 906 099 €	625 028 €
<b>SOLDE D'EXECUTION</b>	<b>1 281 071 €</b>	

Les résultats provisoires de l'exercice 2025 s'établissent à :

- Pour la section de fonctionnement : 389 028 €
- Pour la section d'investissement : 37 932 €

Compte tenu des résultats cumulés des exercices précédents, nous pourrions reprendre les sommes respectivement de :

- + 2 139 691 € en fonctionnement
- + 1 906 099 € en investissement (sans les restes à réaliser)

Compte tenu des restes à réaliser, le montant à reprendre serait de 1 281 071 €.

Ces résultats provisoires sont bien entendu à confirmer par l'analyse du compte financier unique du trésorier.

**Les résultats de la section de fonctionnement sur les 4 dernières années :**

ANNEES	2022	2023	2024	2025
DEPENSES	8 000 206 €	9 885 211 €	9 647 871 €	9 520 746 €
RECETTES	9 423 633 €	9 731 617 €	10 669 482 €	9 909 774 €
RESULTAT	1 423 427 €	- 153 594 €	1 021 611 €	389 028 €

**Dépenses de Fonctionnement : Réalisées (Comparatif sur 3 ans) :**

CHAPITRES	LIBELLES	ANNEE 2023	ANNEE 2024	ANNEE 2025
011	Charges à caractère général	3 665 153 €	2 775 674 €	2 714 385 €
012	Charges de personnel	6 079 808 €	6 266 456 €	6 233 832 €
65	Autres charges de gestion courante	259 826 €	228 475 €	228 629 €
66	Charges financières	87 628 €	81 086 €	74 081 €
67	Charges exceptionnelles	3 360 €	131 121 €	4 317 €
042	Dotations aux amortissements	259 171 €	165 059 €	265 502 €
<b>TOTAL</b>	<b>Dépenses de Fonctionnement</b>	<b>10 354 946 €</b>	<b>9 647 871 €</b>	<b>9 520 746 €</b>

**Recettes de Fonctionnement : Réalisées (Comparatif sur 3 ans) :**

CHAPITRES	LIBELLES	ANNEE 2023	ANNEE 2024	ANNEE 2025
013	Atténuation de charges	469 734 €	429 701 €	322 914 €
66	Intérêts des emprunts	0 €	0 €	0 €
70	Ventes de produits et prestations	8 872 549 €	9 410 313 €	9 150 850 €
74	Dotations, subventions et participations	511 998 €	455 182 €	209 254 €
75	Autres produits de gestion courante	345 084 €	371 826 €	224 025 €
77	Produits exceptionnels	1 988 €	2 460 €	2 731 €
78	Reprises sur amortissements et provisions	0 €	0 €	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>Recettes de Fonctionnement</b>	<b>10 201 352 €</b>	<b>10 669 482€</b>	<b>9 909 774 €</b>

**Dépenses d'Investissement : Réalisées (Comparatif sur 3 ans) :**

CHAPITRES	LIBELLES	ANNEE 2023	ANNEE 2024	ANNEE 2025
10	<i>Dotations Fonds divers</i>	0 €	0 €	0 €
16	<i>Emprunts et dettes assimilées</i>	169 316 €	176 027 €	183 005 €
20	<i>Immobilisations incorporelles</i>	35 492 €	27 665 €	84 712 €
21	<i>Immobilisations corporelles</i>	210 980 €	78 349 €	641 749 €
23	<i>Immobilisations en cours</i>	866 637 €	2 700 024 €	268 262 €
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0 €	0 €	4 280 €
<b>TOTAL</b>	<b>Dépenses d'Investissement</b>	<b>1 282 425 €</b>	<b>2 982 065 €</b>	<b>1 182 008 €</b>

**Recettes d'Investissement : Réalisées (Comparatif sur 3 ans) :**

CHAPITRES	LIBELLES	ANNEE 2023	ANNEE 2024	ANNEE 2025
10	<i>Dotations, Fonds divers et réserves</i>	1 022 230 €	1 048 815 €	1 017 777 €
13	<i>Subventions d'Investissement</i>	0 €	0 €	70 000 €
16	<i>Emprunts et dettes assimilées</i>	0 €	0 €	0 €
20	<i>Immobilisations incorporelles</i>	0 €	0 €	0 €
21	<i>Immobilisations corporelles</i>	0 €	0 €	0 €
23	<i>Immobilisations en cours OBO</i>	0 €	0 €	0 €
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	0 €	0 €	4 280 €
040	<i>Opérations d'ordre et de transferts entre sections</i>	259 171 €	165 059 €	127 883 €
<b>TOTAL</b>	<b>Recettes d'Investissement</b>	<b>1 281 401 €</b>	<b>1 213 875 €</b>	<b>1 219 940 €</b>

## L'exécution budgétaire de l'exercice 2025 :

L'exécution budgétaire 2025 de la section de fonctionnement :

	<b>DEPENSES REALISEES</b>	<b>RECETTES REALISEES</b>	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE 2025</b>
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	9 520 746 €	9 909 774€	389 028 €

L'exécution budgétaire 2025 de la section d'investissement :

	<b>DEPENSES REALISEES</b>	<b>RECETTES REALISEES</b>	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE 2025</b>
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>	1 182 008 €	1 219 940 €	37 932 €

	<b>TRESORERIE</b>
<b>Trésorerie au 16/01/2026</b>	4 098 223 €

Sans anticiper sur les commentaires du Compte Administratif, et dans l'attente du Compte Financier Unique, il convient d'observer que l'exécution budgétaire de la section de fonctionnement pour l'année 2025 présente un solde positif de 389 028 €. En 2024, le résultat de la section de fonctionnement présentait un excédent de 1 021 611 € au terme de l'exercice.

On constate pour l'exercice 2025, une baisse de nos recettes de 759 708 € mais également une baisse de nos dépenses pour un montant de 127 125 €.

La première explication concerne la baisse de nos recettes qui est importante : - 759 708 €. Elle est due non pas à une baisse de l'activité des services qui connaît une progression en volume et donc en ressources propres avec les services conventionnés, mais résulte du fait du non versement au titre de l'année du transfert de ressources du CDG 59 dans le cadre des concours et examens qui auparavant étaient exercées par le CNFPT. Ainsi en 2024, nous avons enregistré sur cette opération, un versement de 554 676 € alors qu'en 2025 aucun versement n'a donné lieu à enregistrement. Ce fait, lié à la baisse des ressources issues de nos cotisations (de 61 640 € pour les cotisations obligatoires et de 38 727 € pour les additionnelles) expliquent ce résultat moindre que les années précédentes.

La seconde explication concerne bien entendu les dépenses, avec une baisse globale de celles-ci de 127 125€ par rapport à l'année précédente. On observe ainsi une baisse sur le chapitre 011 des charges à caractère général et une légère augmentation du 012 qui concerne les charges de personnel pour 74 162 € cette année.

Bien entendu une présentation détaillée des différents chapitres et de leurs évolutions vous sera présentée lors du vote du budget primitif et de l'adoption du Compte Financier Unique.

Au niveau de la section d'investissement, les principales dépenses sont liées aux travaux des bâtiments. A cet effet, vous trouverez dans les pages suivantes un détail de cette opération avec les différentes avances versées par le Centre de Gestion et le solde restant à verser auprès de Territoires 62 lors de la réception totale et définitive du bien concerné.

Hors mandat à Territoires 62, il a été procédé à l'aménagement paysager du site et à la mise en place d'un chemin pour les interventions en maintenance des ouvrages.

Les autres dépenses d'investissement sont relatives à l'équipement desdits bâtiments en ameublement, en mobilier des espaces d'accueil, en mobilier concours, en vidéoprojecteurs, en équipements du local cuisine... Sans oublier, l'aménagement de la salle des archives dédiées aux concours, la salle informatique et le renouvellement du matériel aussi bien en serveurs, qu'en matériels de stockage et de sécurité, qu'en postes agents. Le reste concerne bien entendu les emprunts à devoir.

Au niveau des recettes d'investissement, celles-ci reposent en quasi-totalité sur notre excédent de fonctionnement sur lequel nous réalisons un prélèvement afin d'alimenter la section d'investissement. Pour 2025, cette ponction a été constatée pour un montant de 1 000 000 €. Les travaux de rénovation et d'aménagement ont ainsi été honorés par notre établissement sans recourir à l'emprunt, par notre capacité d'autofinancement et les prélèvements opérés sur notre excédent de fonctionnement capitalisé.

Le résultat de la section d'investissement présente donc un solde excédentaire à la clôture de l'exercice d'un montant de 37 932 € pour les raisons exposées ci-avant.

### **La dette :**

Le Centre de Gestion devra s'acquitter d'un montant total de capital restant dû correspondant au montant total des prêts en cours, qui se décompose comme suit pour l'année 2026 :

- \* **193 632 €** en remboursement du capital contre 183 004 € en 2025
- \* **69 242 €** en intérêts, contre 79 296 € en 2025

### **Répartition des emprunts par organisme prêteur :**

<b>ORGANISME PRETEUR</b>	<b>CAPITAL RESTANT A REMBOURSER</b>
<b>DEXIA CLF BANQUE (fin 2038)</b>	1 732 413 €
<b>CAISSE D'EPARGNE (Soldé fin 2026)</b>	86 065 €

L'année 2026 mettra donc un terme à l'emprunt souscrit auprès de la Caisse d'Epargne en 2011 pour un montant de 1 000 000.00 €.

## **Tableau des ratios financiers 2023-2025 :**

	<b>ANNEES</b>		
	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>
<i>Recettes de fonctionnement</i>	10 201 352 €	10 669 482 €	9 909 774 €
<i>Dépenses de fonctionnement (sauf frais financiers)</i>	10 311 519 €	9 566 785 €	9 446 666 €
<i>Epargne de gestion</i>	-110 167 €	1 102 697 €	463 108 €
<i>Frais financiers Intérêts des emprunts</i>	87 628 €	81 086 €	74 080 €
<i>Epargne brute ou capacité d'autofinancement</i>	-197 795 €	1 021 611 €	389 028 €
<i>Remboursement en capital de la dette</i>	169 316 €	176 028 €	183 005 €
<i>Epargne nette</i>	-367 111 €	845 583 €	206 023 €
<i>Charges de la dette</i>	0.02	0.02	0.02
<i>Taux d'endettement</i>	0.21	0.18	0.18
<i>Capacité de désendettement</i>	-	1.88 ans	4.68 ans

**L'épargne de gestion :** C'est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement hors frais financiers (intérêts de la dette). C'est le montant à la disposition de l'établissement avant remboursement des annuités de la dette qui ne tient donc pas compte de la politique d'endettement.

**L'épargne brute ou la capacité d'autofinancement :** Pour simplifier les calculs, il suffit de déduire de l'épargne de gestion les intérêts de la dette.

**L'épargne nette ou autofinancement disponible :** C'est l'épargne brute diminuée du remboursement en capital de la dette.

**La charge de la dette :** Elle correspond au montant de l'annuité emprunt (intérêts + capital) divisé par les recettes réelles de fonctionnement. Pour 2025, ce montant est égal à 89 439 € + 170 062 € soit 259 501 € / 9 909 774 € = 0.02

**Le taux d'endettement :** Il correspond à l'encours de la dette divisé par les recettes réelles de fonctionnement. Cela souligne le nombre d'années nécessaires à l'établissement pour rembourser la totalité de sa dette. Soit 1 821 852 € / 9 909 774 € = 0.18

**La capacité de désendettement :** Elle est calculée en divisant l'encours de la dette par l'épargne brute soit : 1 821 852 € / 389 028 € = 4.68 Cet indicateur permet de véritablement mesurer la solvabilité du Centre de Gestion en calculant le nombre d'années d'épargne qui est nécessaire pour rembourser la totalité de son encours de la dette. On considère que la situation d'une collectivité est inquiétante lorsque le nombre d'années pour rembourser la dette avec son épargne brute est supérieur à 12.

**Le ratio trésorerie en nombre de jours :** Montant du solde de trésorerie / dépenses réelles totales le tout multiplié par 360 (4 098 223 € / 9 520 746 €) x 360 = 155 jours de dépenses contre 171 jours en 2024.

## SUIVI FINANCIER DES TRAVAUX DE L'EXTENSION DU SIEGE

### Suivi de trésorerie des travaux :

Il s'agit de vous présenter ici le tableau de suivi financier des travaux d'extension du siège à travers le mandat confié à Territoires 62.

Situation n°	Avances versées par le CDG	Factures justifiées par Territoires 62
01	143 400.00 €	127 544.64 €
02	174 100.64 €	13 863.00 €
03	33 907.00 €	96 764.23 €
04	570 000.00 €	119 425.93 €
05	1 090 000.00 €	750 160.78 €
06	730 000.00 €	814 388.26 €
07	850 000.00 €	815 269.51 €
08 (2025)	220 000.00 €	
<b>TOTAL</b>	<b>3 811 407.64 €</b>	<b>2 737 416.35 €</b>
<b>Solde de trésorerie en faveur du CDG</b>		<b>1 073 991.29 €</b>

Le CDG 62 au travers des avances et des paiements justifiés par Territoires 62, présente un solde positif de 1 073 991.29 € qui servent à payer les entreprises dans le cadre de l'établissement des situations de travaux.

### Montant des travaux TTC présenté dans le CRAM 2024 (Compte Rendu Annuel au Mandant) :

Montants des travaux TTC du CRAM 2024 présenté au CA du 10/07/2025	
Travaux (y compris aléas et actualisations)	3 581 059.00 €
Honoraires des travaux	264 058.00 €
Etudes préalables	30 924.00 €
Frais divers	42 897.00 €
<b>TOTAL DES TRAVAUX</b>	<b>3 918 938.00 €</b>
Paieement du mandataire Territoires 62	143 856.00 €
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 062 794.00 €</b>

### Reste à payer sur l'opération :

	Montants travaux et mandataire	Sommes versées par le CDG	Reste à payer
Total des travaux	3 918 938.00 €	3 811 408.00 €	107 530.00 €
Paieement du mandataire	143 856.00 €	139 844.00 €	4 012.00 €
<b>TOTAL</b>	<b>4 062 794.00 €</b>	<b>3 951 252.00 €</b>	<b>111 542.00 €</b>

Le détail de l'opération présenté ci-dessus s'entend hors avenants de travaux (agrandissement du parking, aménagement de la courserie), révisions et actualisations de prix.

Reste à payer environ 2 % de l'opération réalisée en autofinancement.

Dès lors que les services seront destinataires des DGD (décompte général et définitif) il sera procédé à l'intégration comptable du bien dans l'actif du CDG 62.

## **LES REALISATIONS 2025 ET LES ORIENTATIONS PROPOSEES POUR 2026**

### **Contexte général de la préparation budgétaire du Centre de Gestion :**

La procédure d'élaboration du budget primitif dont le Débat d'Orientation Budgétaire fait partie, est une démarche qui vise à la mobilisation des moyens humains et financiers nécessaires à la réalisation des projets portés par le Président et le Conseil d'Administration de notre établissement.

Tout d'abord, il convient de rappeler que l'année 2026 sera une année électorale pour notre établissement. Avec dans un premier temps, le renouvellement des membres du Conseil d'Administration qui doit s'opérer dans les 4 mois qui suivent le renouvellement général des conseils municipaux. Le prochain scrutin municipal devant se dérouler les 15 et 22 mars 2026, l'élection des membres du Conseil d'Administration devra avoir lieu avant le 22 juillet 2026.

A cette date, nous ne connaissons pas avec exactitude la date d'organisation, mais celle-ci devrait avoir lieu en juin et nous pouvons légitimement espérer une première réunion de ce nouveau Conseil d'Administration, Conseil d'Installation et de désignation, en tout début juillet.

Année électorale d'autre part, avec le renouvellement des instances de dialogue social dans la Fonction Publique Territoriale, CAP, CCP, CST, sont renouvelés tous les 4 ans. Les dernières élections professionnelles ayant eu lieu le 08 décembre 2022, les prochaines élections ont été fixées au 10 décembre 2026, conformément à l'arrêté ministériel du 02 juillet 2025.

Il appartient donc à notre établissement d'organiser ces 2 scrutins et d'en assurer la charge financière. Bien entendu, le service Gestion des Carrières sera mobilisé à cet effet une bonne partie de l'année. Un travail lourd de préparation étant nécessaire pour établir les différentes listes électorales nécessaires au bon déroulement du scrutin.

Ceci étant précisé, il importe de rappeler les grandes lignes du projet d'administration établi depuis quelques années, que nous portons auprès des collectivités et établissements du département :

- 1° Un accompagnement renforcé des collectivités
- 2° Le développement de nouveaux services et de nouvelles missions
- 3° L'amélioration et la qualité du service rendu
- 4° L'optimisation de l'organisation de l'établissement
- 5° La mobilisation de nos ressources
- 6° Le développement de nos partenariats
- 7° Le besoin de proximité

Dans cette optique, l'inventaire à la Prévert ci-après reprend notre activité tout au long de cette année 2025 :

- Les rencontres de territoire : 8 réunions (janvier, février) ;
  - Le salon de l'étudiant sur Lille en relation avec le Centre de Gestion du Nord en janvier puis celui de Saint Laurent Blangy en novembre et ceci sans compter le nombre de salons et de forums pour lesquels le service promotion de l'emploi public est mobilisé ;
  - La participation tout au long de l'année 2025 du Centre de Gestion du Pas-de-Calais au CLEP 62, Comité Local des Employeurs Publics du département pour promouvoir l'emploi et l'attractivité dans les 3 fonctions publiques. Le rôle et l'action du Centre de Gestion du Pas-de-Calais a par ailleurs était salué par le comité lors de sa dernière réunion ;
- Dans le même ordre d'idée, les nombreuses réunions du groupe de travail des Centres de Gestion des hauts de France sur l'attractivité au sein de la Fonction publique Territoriale ;
- 14 webinaires dont 8 spécifiquement adressés aux réseaux des secrétaires généraux de mairie ;
  - 11 newsletters en sus des articles d'actualité ou de veille juridique publiés sur notre site internet ou sur les réseaux sociaux ;
  - 3 réunions plénières en assurance statutaires au Centre de Gestion et visioconférences avec les différents assureurs et courtiers avec invitation des collectivités et établissements adhérents portant notamment sur l'utilisation des services proposés au sein du contrat groupe ;

- 3 réunions plénières en PSC prévoyance au Centre de Gestion sur la tenue du contrat et sur une méthodologie d'actions à entreprendre visant à en maintenir l'équilibre financier ;
- Nombreuses interventions en collectivités pour présenter nos offres en assurance et en protection Sociale Complémentaire tant auprès des élus que des agents notamment sur le nouveau contrat Santé ;
- Participation à la quinzaine de l'emploi public en Hauts de France sous l'impulsion de la Préfecture de Région avec un bémol cependant, l'annulation de la marche des métiers territoriaux annulée faute de participants ;
- Organisation des concours de Rédacteur et de Rédacteur Principal de 2<sup>ème</sup> classe au stade ARENA de Liévin ;
- Mise en place de réunions RSU délocalisées au niveau des intercommunalités pour aider les petites collectivités au remplissage et ainsi pouvoir obtenir un nombre de réponses permettant de tirer un certain nombre de conclusions des données collectées.
- Participation au congrès de la Fédération Nationale des Centres de Gestion organisé en juin à Lille ;
- Participation au congrès de l'Association des Maires du Pas-de-Calais en octobre sur Calais ;
- 6 Conseils d'Administration dont 1 conseil organisé en juin 2025 portant désignation du nouveau Président du Centre de Gestion du Pas-de-Calais, Mr René HOCQ et d'un nouveau Vice-Président, Mr Alain DUBREUCQ à la suite du décès de Mr Joël DUQUENOY.
- Organisation de 9 conseils de discipline pour 29 dossiers examinés.
- Mise en place du diplôme universitaire de secrétaire général(e) de mairie en liaison avec l'Université d'Artois d'Arras pour une première rentrée des 23 stagiaires sélectionnés le 12 janvier 2026.

Cette liste est bien entendu non exhaustive.

Notre action ne se limite pas à cette seule liste. Ainsi, le Centre de Gestion du Pas-de-Calais a affirmé encore cette année une présence active sur le terrain au plus proche des territoires, sur l'actualité juridique et les questions statutaires, mais également sur des thématiques particulières, ou encore dans l'exercice même de nos missions.

Il en est ainsi de toutes les interventions opérées dans le cadre de nos missions obligatoires et facultatives. On peut citer les déplacements du service juridique associé au service de la gestion des carrières pour tout ce qui concerne le suivi des agents, mais également le service Paie pour tout ce qui touche à la rémunération. Les très nombreuses interventions du service Usages Numériques pour ce qui relève du protocole Actes et de la signature électronique mais également du RGPD et de la cyber sécurité. Des réunions de présentation du dispositif aussi bien de Prévoyance que de la Santé aux élus, mais également aux agents dans le cadre de la PSC « Protection Sociale Complémentaire ». Sans oublier les archivistes qui effectuent leur tâche au sein même des locaux des collectivités qui les accueillent.

Au-delà de l'expertise apportée, la présence du Centre de Gestion du Pas-de-Calais sur le terrain permet d'incarner ces différents services et offre aux collectivités la possibilité d'identifier leurs interlocuteurs dans la gestion de leurs dossiers.

Après avoir introduit les grands axes et le positionnement global de l'établissement, il vous est proposé de retracer au travers des différents pôles, les activités 2025 et les objectifs et développements affichés pour 2026.

**Le pôle Ressources :**

**Archives internes :**

Ce service assure le tri, le classement, le rangement et enfin l'élimination des documents produits par l'activité des services de notre établissement. Les principales interventions du service pour l'année 2025 ont porté sur :

- La reprise et le reclassement des dossiers individuels des agents du Centre de Gestion du Pas-de-Calais dans le respect de la nomenclature prévue par les services.
  - Le tri, le classement et l'élimination de certain document relatif à l'assurance statutaire et à la PSC.
  - L'aménagement de la salle dédiée aux archives dans le nouveau bâtiment à destination du service concours.
  - La reprise des dossiers restant du service des instances médicales avec reprise des dossiers préalablement classés après vérification que les agents concernés soient toujours en vie. 364 dossiers ont été retirés pour cause de décès entre 2024 et 2025 pour les affiliés au socle commun.
- Le même travail a été réalisé sur les agents relevant des collectivités et établissements à adhésion obligatoire et à cet effet, 2 767 dossiers ont été retirés pour cause de décès ou parce que le dossier atteignait les 80 ans.
- Destruction des dossiers des agents décédés selon les directives transmises par les archives départementales.

Ces opérations ont permis la suppression de près de 7 tonnes de documents devenus inutiles ou hors des délais légaux de durée d'utilité administrative. (4 tonnes au siège et 3 tonnes à l'annexe du 220). Traitement de 400 mètres linéaires d'archives traitées.

**Plateforme des marchés publics et service des marchés publics :**

Suite à des observations de la Chambre Régionale des Comptes, le Conseil d'Administration par délibération en date du 10 décembre 2024 a modifié le mode de gestion de cette activité et ceci afin d'éviter le financement croisé qui recoupait aussi bien le conventionnement que la cotisation additionnelle pour son équilibre économique.

Aussi le Conseil d'Administration a opté pour le financement de ce service pour le conventionnement avec une décomposition par strate d'agents et par tranche de consultation fixée comme suit :

Tranches	Collectivités et établissements de moins de 350 agents		Collectivités et établissements de plus de 350 agents	
	Consultations à l'année	Tarification	Consultations à l'année	Tarification
Tranche 1	Moins de 50	Gratuit	Moins de 50	250 €
Tranche 2	De 50 à 150	Gratuit	De 50 à 150	500 €
Tranche 3	De 150 à 250	Gratuit	De 150 à 250	1 000 €
Tranche 4	De 250 à 350	Gratuit	De 250 à 350	2 000 €
Tranche 5	Plus de 350	Gratuit	Plus de 350	4 000 €

Cette tarification permet de faire bénéficier de notre plateforme les collectivité et établissements relevant du socle commun, qui sont porteurs de nombreuses consultations, afin de conserver un attrait auprès des entreprises et des sociétés soumissionnaires. Par ailleurs le tarif est attractif par rapport aux prix pratiqués dans le secteur privé.

En 2025, 449 collectivités et établissements publics ont conventionné avec le Centre de Gestion afin de pouvoir bénéficier de ce service.

ATEXO, titulaire du marché portant mise à disposition de la plateforme de dématérialisation des marchés publics, a par ailleurs poursuivi le déploiement de nouvelles fonctionnalités avec notamment la mise en place de lien permettant de solliciter directement les organismes de publicité à savoir, le BOAMP, Le JOUE, le Moniteur.

D'autres journaux d'annonces légales devraient rejoindre la plateforme afin de faciliter pour les utilisateurs la publicité de leurs consultations.

ATEXO a par ailleurs développé un outil d'aide à la rédaction des appels d'offres et une base de Sourcing regroupant un grand nombre d'entreprises et de sociétés à travers la France. Ce dernier outil permet aux collectivités d'obtenir une fiche technique détaillée d'un éventuel candidat avec les services et produits qu'il propose.

Pour 2026, le Centre de Gestion va continuer le déploiement de la plateforme en liaison avec le centre de Gestion du Nord et Somme Numérique, à travers le département et assister les collectivités dans la mise en ligne de leurs consultations. A ce titre, il sera organisé des réunions de présentation de la plateforme et des différents outils disponibles au plus proche des collectivités et établissements et ceci en liaison avec les intercommunalités qui le souhaitent.

En interne pour les besoins du Centre de Gestion, il a été conclu 11 marchés ou consultations et 21 contrats.

### **Services finances :**

Le sujet est évoqué depuis quelques temps maintenant au travers de nos différents ROB, l'année 2025 correspond à la mise en place effective de la comptabilité analytique au sein de notre établissement. Rappelé à maintes reprises auprès des centres de gestion dans les différents rapports de Chambres Régionales des Comptes, le GIP informatique des centres de gestion a développé un outil permettant cette mise en place. (COST Coûts et optimisation des Services Territoriaux).

Ainsi si au terme de l'exercice 2024, nous avons réalisé une première ébauche, celle-ci était incomplète dans la mesure où elle ne reprenait que les charges de personnel en procédant à leurs ventilations au sein des différents services en fonction du temps consacré à ladite activité.

Une première présentation des outils et tableaux mis à disposition par le GIP a été réalisée courant décembre permettant de découvrir la nouvelle interface, le fonctionnement du Workflow, et surtout les imports et saisies de données à réaliser, pour permettre l'exploitation et la ventilation analytique.

En amont de l'exercice 2025, et tout au long de l'exercice comptable, les dépenses et les recettes ont été affectées dans le respect des antennes comptables préalablement définies par nos soins pour permettre la ventilation des données ou encore la segmentation analytique. Ce travail a été réalisé en liaison étroite avec les différents services de l'établissement afin de répondre à nos obligations en la matière, mais également et surtout, pour connaître le coût de fonctionnement des différentes missions exercées.

C'est donc l'ensemble des services qui ont été mobilisés à des degrés différents pour cette première année. Ainsi en début d'année 2026, nous pourrons avoir le premier retour de l'exercice budgétaire 2025 avec une ventilation analytique et donc posséder des informations pertinentes sur le coût de nos missions et nos services. (Fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2026)

Le service Finances sera également engagé dans la sécurisation des circuits financiers dans le cadre notamment de la nouvelle responsabilité des gestionnaires publics. En effet, depuis 2023 maintenant, le régime spécifique de responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables publics a disparu, au profit d'un régime de responsabilité unifié de gestionnaires publics, qu'ils exercent des fonctions d'ordonnateur ou de comptable.

Ainsi l'ordonnance du 23 mars 2022 et son décret d'application du 22 décembre 2022 prévoient un régime de responsabilité commun aux ordonnateurs et aux comptables dans lequel seront poursuivies les infractions constitutives d'une faute grave ayant causé un préjudice financier significatif. Les premières jurisprudences viennent expliciter cette nouvelle procédure.

Une formation dispensée par la Direction Générale des Finances Publiques a été mise en place à cet effet le 24 mars 2025 et nous avons sollicité notre CDL, Conseiller aux Décideurs Locaux, pour ce faire.

Bien entendu, nous continuons de porter nos efforts sur le respect de la comptabilité d'engagement des dépenses et des recettes entrepris en 2023 et sur l'année 2024, dans le respect des consignes de la CRC.

Concernant l’activité propre du service, on dénombre au niveau des dépenses et recettes :

DEPENSES		RECETTES	
Mandats émis	3 160 mandats	Titres émis	15 557 titres
Ecritures réalisées	7 124 écritures	Ecritures réalisées	29 080 écritures
Factures enregistrées	1 330 factures		
Engagements	1 420 engagements		

**La paie à façon :**

Le service mis en place au 01<sup>er</sup> janvier 2023 à l’origine pour 08 collectivités et établissements connaît une montée en charge progressive et les adhérents reconnaissent la qualité du travail et le sérieux dans la réalisation de cette prestation. En effet, en plus de la simple confection des bulletins de salaire, il s’agit d’accompagner les collectivités dans la gestion de leurs ressources humaines par le contrôle, la vérification et surtout l’information de celles-ci sur les aspects statutaires. A ce titre, le service gestion des carrières du Centre de Gestion est sollicité par le service paie à façon afin de remettre en ordre bon nombre de situations statutaires.

La prestation nouvelle SOS PAIE destinée à assurer la confection des bulletins de salaires et indemnités, des agents et élus, en cas d’impossibilité par la commune ou l’établissement de réaliser temporairement cette tâche a été sollicitée en 2025 à une reprise pour une période de 4 mois et a donné lieu à la réalisation de 48 bulletins de salaire et indemnités. Pour 2026, une collectivité nous a contacté pour la mise en place à titre temporaire de cette prestation pour l’établissement des 150 bulletins mensuels de salaire et indemnités la concernant.

La prestation SOS PAIE est particulièrement chronophage dans la mesure où les traitements sont réalisés sur le logiciel de la collectivité et les cas rencontrés sont particulièrement lourds. Une mise à jour du logiciel, des taux et de paramétrage des calculs des situations est souvent nécessaire. A ce titre, il vous sera proposé une tarification différente du service SOS PAIE en raison du travail et surtout du temps à passer pour la remise à plat des situations des agents.

En complément de ces 2 prestations, le service entrevoit la possibilité de créer une prestation supplémentaire qui prendrait la forme d’un audit des fiches de paie des collectivités et établissements intéressés. Cette prestation prend tout son sens à travers l’actualité récente du service où 2 collaborateurs se sont rendus en collectivité dernièrement pour procéder à l’examen de certaines situations et en complément ont constaté des anomalies dans la confection des bulletins de salaire. Cette prestation ne peut donner lieu à facturation en l’état, la convention et la délibération ne prévoyant pas cette intervention. Cependant il serait souhaitable de prévoir cette possibilité de recours aux services du Centre de Gestion à cet effet. Aussi, il vous sera également proposé la création de cette prestation complémentaire aux missions existantes lors du prochain Conseil d’Administration.

Années	Collectivités et établissements	Nombre de bulletins de salaire annuel	Nombre de bulletins de salaire mensuel
2023	08	5 321 bulletins	443 bulletins
2024	15	8 217 bulletins	684 bulletins
2025	21	9 707 bulletins	809 bulletins

A ces données, il convient d’ajouter les bulletins de salaires des agents, des élus et autres intervenants pour le compte du Centre de Gestion soit au titre de l’année 2025 un total de 1 995 bulletins de salaire soit au total pour le service 11 702 fiches de salaire annuelles soit 975 mensuelles.

**Service informatique :**

Ce service est particulièrement sollicité par les agents du Centre de Gestion. Présent dans la quasi-totalité des projets portés par notre établissement, c'est un service majeur apprécié par tous pour sa disponibilité mais également et surtout pour sa compétence.

Sur l'exercice 2025, outre cet accompagnement au quotidien, un long travail de préparation a été engagé sur les équipements de nos futurs locaux.

Des exemples récents nous confortent dans la démarche entreprise depuis de nombreuses années de sécurisation de nos données et de nos échanges. La sécurité informatique et ceci même si celle-ci représente un coût important s'avère primordiale pour des établissements comme le nôtre.

Ainsi et sans vouloir limiter l'activité du service, de par son implication dans les projets de l'établissement, les thématiques essentiels du service informatique pour l'année 2025 portent sur :

- Le renouvellement de l'architecture réseau : Modernisation complète des équipements filaires et sans fil, avec renforcement de la sécurité et extension du réseau pour soutenir la croissance des infrastructures et permettre de nouveaux usages (exemple du wifi invité).
- La modernisation de l'architecture système : remplacement de serveurs devenus obsolètes avec sécurisation renforcée et mise en place d'une solution de haute disponibilité avec pour bénéfice une continuité de service même en cas de défaillance, avec une infrastructure fiable sur 2 sites.
- L'extension de la vidéo protection : Les installations couvrent désormais l'ensemble des bâtiments et leurs abords y compris les parkings, assurant une surveillance compétente des lieux afin de renforcer la sécurité des personnes et des biens.
- La migration des opérateurs internet de de téléphonie fixe : Amélioration significative de la bande passante avec doublement des liens pour assurer la continuité de service et garantir la disponibilité et l'interconnexion sécurisée des antennes médicales. Ce changement d'opérateur va par ailleurs entraîner une réduction de nos coûts annuels de près de 50 000 € en la matière.
- La modernisation des postes utilisateurs : Remplacement de l'ensemble des écrans des postes de travail pour assurer un meilleur confort visuel des utilisateurs et installation de supports articulés pour prévenir les troubles musculosquelettiques.
- L'aménagement et l'équipement des nouveaux locaux : Installation des vidéoprojecteurs dans la salle Serge Janquin, installation de nouveaux écrans d'affichage dynamique.

Le service informatique dispose également d'une nouvelle salle serveurs équipée de nouvelles baies permettant une maintenance beaucoup plus facile par la disposition des équipements. Cette salle climatisée accueille les baies de brassage et de stockage et surtout les équipements de sécurité nécessaires à notre établissement qui renferme des données sensibles pouvant attirer la convoitise de personnes mal intentionnées.

Pour 2026, les perspectives du service sont les suivantes :

- Renforcement de la sécurité : Remplacement de 2 pare feu arrivés en fin de support éditeur. Sécurisation des postes utilisateurs avec développement de la double authentification. Mise en place d'un « bastion d'administration » avec un point d'accès unique permettant de contrôler et de tracer toutes les interventions sur les systèmes critiques, et enfin le déploiement d'un « SOC » Security Operations Center, pour surveiller, détecter et répondre aux menaces en temps réel.
- Sensibilisation des utilisateurs aux risques Cyber : Programme de formation et d'alertes
- Migration de la solution de messagerie : Remplacement de l'ancienne solution arrivant en fin de support

- Aménagement de la salle des instances : Mise en place d'une solution audiovisuelle et de visioconférence.
- Mise en conformité NIS 2 : Adaptation des processus et systèmes pour respecter la directive européenne sur la cyber sécurité des infrastructures critiques.
- Remplacement de la solution de médecine professionnelle : Lancement d'un marché par le GIP informatique des CDG pour l'ensemble des établissements intéressés et déploiement de la solution PADOA prévue en fin de 1<sup>er</sup> trimestre 2026.

### **L'assurance statutaire / PSC :**

Au niveau tout d'abord de l'assurance statutaire, il convient de rappeler que ce marché alloti en 7 lots a fait l'objet d'une relance en 2023 pour une mise en place effective au 01<sup>er</sup> janvier 2024. Après 2 années de fonctionnement, l'assureur des lots 2, 3 et 4 à savoir GROUPAMA – SIACI nous a fait parvenir un avenant tarifaire modificatif des taux, et ceci notamment sur la maladie ordinaire qui est en perpétuelle augmentation au sein de nos entités comme par ailleurs dans le privé également. Le service Assurances Statutaires a organisé 3 réunions afin d'informer les collectivités et établissements touchés par cette revalorisation avec présentation des actions à envisager à court terme mais également et surtout un rappel des services présents au contrat et qui sont peu ou pas utilisés.

Pour les lots 1, 5, 6 et 7 les taux demeurent inchangés au 01<sup>er</sup> janvier 2026.

Nous enregistrons dans les lots 1 et 7 notamment, l'entrée de nouvelles collectivités et établissements (collectivités et établissements de moins de 10 agents CNRACL et IRCANTEC) par le fait que certains assureurs se retirent du marché du statutaire (AXA, GENERALI, SMACL, ALLIANZ). Le contrat groupe est donc un refuge et une alternative efficace pour la gestion du risque assurantiel des agents au sein des collectivités.

Il convient d'observer que le marché des assurances, statutaires ou non d'ailleurs, connaît une situation de plus en plus tendue. En effet, de nombreuses collectivités ont fait l'objet soit d'une radiation sèche, soit d'un avenant dont l'augmentation était telle qu'elles ne pouvaient pas l'accepter. La situation des contrats d'assurance en général est réellement problématique au point même que certains élus nous interrogent pour savoir si nous disposons de contrats ouverts pour l'assurance des biens, la flotte automobile et la responsabilité civile.

Composition des adhérents au 01/01/2026 :

<b>Lots</b>	<b>Détail</b>	<b>Collectivités et établissements adhérents</b>
Lot 1	Collectivités et établissements de 01 à 10 agents CNRACL	262 adhérents
Lot 2	Collectivités et établissements de 11 à 30 agents CNRACL	70 adhérents
Lot 3	Collectivités et établissements de 31 à 50 agents CNRACL	38 adhérents
Lot 4	Collectivités et établissements de 51 à 100 agents CNRACL	32 adhérents
Lot 5	Collectivités et établissements de 100 à 200 agents CNRACL	24 adhérents
Lot 6	Collectivités et établissements de + de 200 agents CNRACL	16 adhérents
	<b>TOTAL</b>	<b>442 Adhérents</b>
Lot 7	Collectivités et établissements assurant les agents IRCANTEC	213 adhérents

Nous enregistrons donc plus de 60 adhésions supplémentaires au terme de l'année 2025 par rapport à 2024. L'ensemble des contrats d'assurance regroupe 14 753 agents relevant de nos collectivités et établissements.

La lutte contre l'absentéisme est au centre de l'avenir même de nos contrats pour assurer leur pérennité et la maîtrise des coûts inhérents à la gestion des personnels. Une phase de réflexion est en cours avec les assureurs pour apporter des solutions, par la mise en place de réunions, de webinaires, de suivi des collectivités impactées, afin de pouvoir juguler les absences pour raisons de santé.

A ce titre il sera proposé un certain nombre de réunions thématiques cette année dont :

- Le renforcement des compétences managériales,
- La mise en place d'un processus de ré-accueil,
- La construction d'une démarche d'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail,
- L'identification et la gestion des situations difficiles et conflictuelles en milieu professionnel.

D'autres actions seront mises en place par les courtiers et assureurs à savoir CNP – RELYENS et SIACI – GROUPAMA.

Au niveau de la Protection Sociale Complémentaire, il convient de rappeler que le Conseil d'Administration s'était prononcé en faveur de la prolongation d'une année du contrat Santé nous liant avec le groupe VYV – MNT. Ce point n'est pas sans intérêt, puisque nous faisons coïncider notre nouvelle proposition Santé avec l'obligation de participation faite aux collectivités et établissements de participation à hauteur de 15 euros minimum par mois et par agent au 01<sup>er</sup> janvier 2026.

Au terme d'une procédure de consultation spécifique, mise en place par le décret 2011-1474 du 08 novembre 2011, la Mutuelle Nationale Territoriale a été sélectionnée pour assurer le portage de cette nouvelle convention de participation destinée à couvrir le risque santé. La précédente convention pour la période 2019- 2024 avait été également attribuée au groupement constitué par VYV et la MNT.

En 2025, nous comptons 213 collectivités et établissements adhérents qui regroupaient 3 218 agents pour 5973 personnes protégées. Pour 2026, nous sommes passés à 307 collectivités et établissements adhérents et à l'heure actuelle, notre établissement n'est pas encore destinataire du nombre d'adhésions. Certains agents n'ayant pas encore manifesté leur adhésion ou le renouvellement de celle-ci.

Au niveau de la Prévoyance, nous avons fait évoluer notre contrat à effet du 01<sup>er</sup> janvier 2025, faute de quoi toute participation de la part des collectivités sur ce risque aurait été interdite. Le décret 2022-581 du 20 avril 2022 définit désormais les conditions minimales des contrats et ceci notamment en prévoyance avec un panier de garanties composé de l'incapacité et de l'invalidité.

Au total, le contrat prévoyance comporte 454 adhérents, collectivités et établissements publics, au bénéfice de 12 230 agents.

3 réunions plénières ont été réalisées en fin d'année 2025, afin d'informer les adhérents des risques encourus quant à la situation financière de la convention de participation. Il a été rappelé les bonnes pratiques de gestion en insistant notamment sur le « Fast closing » qui vise à la clôture des risques déclarés dès la reprise de l'agent concerné, ou dans certains cas de changement de situation, et ceci afin de limiter le déclenchement des provisions que l'assureur doit constituer et qui augmentent la charge financière sur le contrat.

Pour l'année 2026, les taux de cotisations demeurent inchangés mais, il est fort probable que ceux-ci seront revus au 01<sup>er</sup> janvier 2027 devant la masse et les engagements financiers que représente la prévoyance des agents, avec des risques longs et particulièrement impactant.

Nous envisageons la mise en place de 4 actions de sensibilisation cette année, à savoir :

- Comprendre un collaborateur ayant des problèmes de santé pour mieux l'accompagner.
- Comment mettre en place un processus de ré-accueil.
- Conduire une démarche qualité de vie au travail.
- Détecter et accompagner le handicap invisible.

Enfin, et à titre d'information, le décret 2025-1251 du 22 décembre 2025 relatif à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux vient préciser un certain nombre de points quant à la conclusion de contrats de prévoyance collectifs avec adhésion obligatoire. (Date de mise en place, participation employeur, antériorité...).

Ce ne sont pas bien entendu les seuls services concernés au niveau du pôle ressources. Les services techniques et d'entretien des locaux sont également engagés dans la bonne marche de l'établissement en facilitant les conditions de travail des agents et en assurant aux usagers un accueil de qualité, par la bonne tenue de l'établissement et de ses abords. Enfin, un focus particulier sur le service reprographie qui assure la confection de nombreux documents de communication du Centre de Gestion et par ailleurs l'affranchissement de nos envois. Ce service sera cette année particulièrement sollicité dans le cadre des élections professionnelles du personnel territorial.

### Le pôle Statut :

#### **Service Carrières**

Le service Carrières a géré en 2025, pour les 18 594 agents en suivi de carrière :

- 10 106 avancements d'échelons,
- 9 769 entretiens professionnels,
- 1 086 dossiers de promotion interne, dont 75% pour les catégories B et C.

Le service accompagne les collectivités dans leur gestion de la carrière des agents avec un appui sur les différentes positions statutaires et sur la gestion des parcours professionnels.

Concernant les instances, l'activité 2025 a été très dense.

On compte 43 réunions des différentes instances pour un total de 1 230 dossiers instruits, soit, hors congés estivaux, une réunion par semaine.

	CST Départemental	CST Interne	CAP		CCP	TOTAL
				Conseil de discipline		
<b>Nombre des séances</b>	16	5	9	9	4	<b>43</b>
<b>Nombre de dossiers</b>	1157	24	12	30	7	<b>1 230</b>

Concernant les droits syndicaux, 23 061 heures de décharges d'activités de service et 5 007 heures d'autorisations spéciales d'absence ont été traitées aux fins de remboursement dans les collectivités et établissements.

L'instruction des remboursements suit dorénavant son rythme de croisière après l'important travail réalisé en 2023.

<b>Année de paiement</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>
<b>Droits syndicaux payés</b>	632 014 €	749 750 €	1 743 643 €	964 247 €	877 131 €

#### **Service Partenariat CNRACL**

En 2025 le service a traité 605 dossiers de liquidation de retraite, soit une évolution de 29.8% par rapport à 2024.

En dehors des dossiers liquidés, le service a assuré le suivi et l'accompagnement des collectivités dans leur instruction.

Le service est particulièrement sollicité pour les informations en direct avec 1 542 appels téléphoniques et 2 404 demandes par mail ou courriers. Au total ce sont 3 946 demandes directes, soit 16 sollicitations par jour en dehors des 605 dossiers de fond instruits.

Nouveau service en 2025, le service a mis en place l'Accompagnement Préalable à la Retraite (APR) : un rendez-vous est organisé avec l'agent éligible, un représentant des ressources humaines de la collectivité et le service Partenariat CNRACL.

En 2025, cette nouvelle prestation a connu un bon démarrage avec 15 entretiens.

### **Service Conseil Statutaire**

Le nombre total de saisines Extranet est de 2 064.

Le délai moyen de réponse aux questions posées sur extranet est de 2 jours en présence des deux agents. En cas de congés (vacances ou maladie), le délai de réponse peut passer à 1 semaine.

Les thématiques les plus récurrentes portent sur :

- la rémunération,
- le recrutement
- les questions sur la situation des agents en congés de maladie.

Le nombre total de saisines par téléphone est de 466.

Au quotidien, se sont donc 10 nouvelles demandes traitées par le service (extranet et appels téléphoniques).

Au total, le service Conseils Statutaires a analysé 2 656 demandes en 2025 (Extranet, appels téléphoniques et dossiers CST).

L'évolution des demandes sur 2025 est importante puisque l'on observe une hausse de 31.5% de l'activité du conseil statutaire par rapport à 2024.

Veille juridique en ligne :

26 veilles juridiques ont été publiées sur le site du Centre de Gestion du Pas-de-Calais, soit en moyenne deux publication/mois.

A la rencontre des collectivités :

Le service Conseil Statutaire s'est rendu aux 8 rencontres de territoire pour participer à l'animation et répondre aux questions des collectivités.

Il a organisé et participé à 12 réunions avec diverses collectivités pour répondre directement aux problématiques rencontrées.

### **Collège des Référents Déontologues et Laïcité**

Le collège des référents déontologues a fait l'objet de 37 saisines en 2025 dont 35 à l'initiative de l'employeur. Les saisines concernent majoritairement les questions relatives aux cumuls d'activités (67%) puis aux créations reprises d'activités.

L'activité est stable puisque 35 saisines avaient été réalisées en 2024.

### **Réseau des Secrétaires Généraux de Mairie**

Après un sondage réalisé en Juin 2024 afin de recueillir les besoins des Secrétaires Généraux de Mairie, 10 webinaires ont été proposés en 2025. Ceux-ci ont été animés par les agents du Centre de Gestion sur des

thématiques Ressources Humaines (la nomination stagiaire, le recrutement sur emplois permanents, l'entretien professionnel, etc.).

Les membres du réseau ont été présents lors des 8 rencontres de territoire pour l'animation et la promotion du réseau.

### **Médiation Préalable Obligatoire**

En 2025, on observe une adhésion forte des collectivités au dispositif avec 199 conventions signées.

8 saisines ont été réalisées et 1 médiation a été menée à terme.

Entre 2024 et 2025, le service a rencontré un succès flagrant avec une hausse de 157 adhésions (42 adhésions en 2024).

### **Ressources Humaines internes**

L'année 2025 a été marquée par le lancement de la nouvelle procédure dématérialisée de la formation professionnelle et de l'entretien annuel. Pour l'entretien annuel un nouvel outil a été déployé.

### **Le pôle Médical :**

#### **La médecine professionnelle**

En terme d'effectif tout d'abord, le service de médecine professionnelle et préventive a enregistré le départ à la retraite du Dr RICAT en juillet 2025 (non remplacé) et compte désormais dans ses effectifs 1 médecin du travail et 1 médecin collaborateur en cours de formation diplômante (DU médecin du travail) pour le suivi de nos 6 antennes.

Par conséquent, et nonobstant le fait que le recrutement d'un nouveau médecin reste une priorité sur l'année 2026, il a été décidé de confier plus de responsabilités aux infirmier(e)s (prise en charge des visites de reprise et pré-reprise notamment) et cela ne pourra se faire qu'en formant l'équipe médicale à ces nouvelles pratiques via des formations certifiantes proposées par des prestataires externes au CNFPT.

Par ailleurs, l'allongement de la périodicité des visites de prévention (étendu à 5 ans au lieu de 2 ans auparavant) permettra de revoir les plannings de visites et proposer ainsi le service à de nouvelles collectivités.

En terme de recrutement, les besoins grandissant sur le volet des risques psycho-sociaux et la surcharge de nos 2 psychologues du travail nous amènent à prévoir le recrutement d'un 3<sup>e</sup> praticien, mais également d'un ergonome, dernier maillon manquant pour compléter l'offre de service de notre convention pluridisciplinaire.

Le montant total des recettes encaissées s'élève donc à 1 264 067 € pour 140 collectivités (10 714 agents suivis).

Nos psychologues du travail ont facturé des interventions collectives pour un montant total de 10 400 € en 2025, avec déjà 3 nouveaux devis signés à hauteur de 33 000 € pour 2026.

Si le petit équilibre reste fragile, les dépenses salariales sont quasi-couvertes par les recettes. Cependant il faudra ajouter les charges directes et indirectes qui viendront impacter directement le coût du service. De nouvelles adhésions prévues en 2026 viendront augmenter nos recettes afin de tendre vers l'équilibre de cette mission. Ainsi une commune de plus de 350 agents vient de contractualiser avec le service de médecine professionnelle pour une effectivité au 01<sup>er</sup> janvier 2026.

Par ailleurs sur un plan plus technique, les locaux de Saint Omer ont fait l'objet de travaux d'aménagement et de rafraîchissement afin de répondre aux attentes du service et nous pourrons investir les locaux de Béthune Station B dans le courant du premier semestre 2026.

Cette mission est financée par le conventionnement par les collectivités et établissements adhérents au service.

## **Le service Prévention Handicap**

La dernière convention triennale passée entre le Centre de Gestion du Pas-de-Calais et le FIPHFP s'est terminée en toute fin d'année 2025. Le bon accomplissement des objectifs a ainsi permis au Centre de Gestion de recevoir une somme de 328 000 euros au total.

La prochaine convention (la 6<sup>e</sup>) est en cours de rédaction, mais les objectifs déjà fixés devraient aboutir à un total de subvention du FIPHFP à hauteur de 462 000 € sur les 4 prochaines années.

En ce qui concerne la partie prévention, le service a accompagné 10 collectivités dans le cadre de la convention Santé au Travail (DU, intervention accident grave) et 6 dans le cadre de la convention Prévention.

Au total 72 conventions sont actuellement en cours, dont 23 nouvelles, et 4 devis déjà signés pour des interventions prévues en 2026.

En terme de personnel, l'un de nos 2 préventeurs a démarré le cycle de Chargé d'Inspection en Santé et Sécurité au Travail et devrait être certifié dans le courant de l'année 2026.

Cette mission est financée par le conventionnement avec les collectivités et établissements adhérents mais également par le conventionnement FIPHFP.

## **Le Dispositif de Signalement**

Le nouveau dispositif de signalement proposé avec notre partenaire Qualisocial a soufflé sa 1<sup>ère</sup> bougie en juillet 2025.

70 collectivités nous ont fait confiance sur cette nouvelle prestation, pour un total de 7053 agents suivis. La prestation étant facturée 2€/agent, 14 106€ ont été perçus, dont la moitié est reversée au prestataire.

## **Le secrétariat du Conseil Médical**

Le nombre de dossiers instruits par le secrétariat et étudiés par le Conseil Médical est stable depuis 2 ans puisque 2793 avis avaient été rendus en 2024 alors que 2804 avis ont été rendus en 2025, répartis de la sorte : 1156 dossiers pour les collectivités du socle commun (41%) et 1648 dossiers pour les collectivités affiliées au Centre de Gestion (59%).

L'effectif du secrétariat suit cette même stabilité puisque 5 agents sont toujours en charge de la réception des appels, des mails et de l'instruction des dossiers, bien qu'au regard de la complexité des dossiers et du caractère de plus en plus procédurier des échanges avec les agents, la mission de conseil aux collectivités impacte de manière exponentielle le temps de travail des secrétaires.

En terme de séances, cela représente 34 séances sur l'année, pour une durée totale de 135h, pour lesquelles nos médecins siégeant agréés ont perçu un total de rémunération de 27 767 € contre 29 498 € en 2024. Donc un peu moins que l'année précédente et cela s'explique par une recherche d'optimisation de nos process, mais également par le gros travail d'instruction et d'expertise des secrétaires en charge des différents secrétariats des instances concernées

## **Le pôle Développement de l'Emploi Public et Numérique :**

### **Concours et examens :**

Au titre de l'année 2025, les événements majeurs à retenir sont la première organisation du concours d'Assistant de Conservation du Patrimoine et des Bibliothèques habituellement organisé par le Centre de Gestion du Nord, pour lequel nous nous sommes positionnés en qualité d'organisateur. Première organisation également des examens professionnels d'Assistant Territorial d'Enseignement Artistique Principaux de 2<sup>ème</sup> et 1<sup>ère</sup> classe en avancement de grade dans les spécialités relevant de la musique, de la danse, des arts plastiques et du théâtre avec l'art dramatique.

A ce titre, la recherche d'intervenants est primordiale afin de pouvoir recruter les examinateurs compétents par spécialité.

Le service a également procédé à la mise en place du dispositif « Promotion détachement » pour les fonctionnaires bénéficiaires de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés.

A noter, que le statut BOETH ne s'adresse pas uniquement aux personnes porteuses d'un handicap visible ou lourd. Il englobe une grande diversité de conditions médicales, parfois chroniques, souvent invisibles, mais qui ont un impact réel sur la vie professionnelle. C'est le cas, par exemple, de l'endométriose, de la fibromyalgie, de la scoliose, du diabète, des troubles auditifs, des troubles « Dys » (dyslexie, dyspraxie, dyscalculie, etc.), et bien d'autres encore.

Outre le déménagement du service dans les nouveaux locaux, la salle Serge Janquin a accueilli sa première épreuve écrite cette année. De même, les 10 box prévus ont permis l'organisation des premiers oraux dans notre nouveau bâtiment.

Dans le cadre de l'Alliance des Hauts de France, le service a organisé la réception des 163 candidats convoqués par le Centre de Gestion du Nord dans le cadre du concours d'Animateur et à pour ce faire procéder à l'expérimentation de la dématérialisation des copies d'examen.

N'oublions pas, l'organisation des concours de Rédacteur et de Rédacteur Principal de 2<sup>ème</sup> classe au stade couvert ARENA de Liévin où 815 candidats étaient regroupés à cette occasion.

Quelques chiffres extraits de l'activité du service pour 2025 :

- 4 112 dossiers d'inscription vérifiés.
- 126 personnes désignées membre de jury plénier.
- 185 personnes recrutés comme correcteurs ou examinateurs spécialisés.
- 111 recrutements pour assurer la surveillance des épreuves écrites.

Pour l'année 2026, le service prépare l'organisation de 12 concours et examens dont la liste figure ci-après :

- ✓ Concours d'ETAPS Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- ✓ Concours d'Adjoint Technique Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- ✓ Examen professionnel d'Adjoint Technique Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- ✓ Concours d'Educateur de jeunes Enfants
- ✓ Concours d'ATEA Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- ✓ Concours de Technicien
- ✓ Concours d'Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- ✓ Examen Professionnel d'Adjoint Administratif Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- ✓ Examen Professionnel d'Adjoint du Patrimoine Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- ✓ Examen Professionnel d'Animateur Principal de 1<sup>ère</sup> classe
- ✓ Examen Professionnel d'Animateur Principal de 2<sup>ème</sup> classe
- ✓ Examen Professionnel d'Animateur Principal de 2<sup>ème</sup> classe

Nous accueillerons également les candidats des concours d'Attaché et de Gardien Brigadier de Police Municipale organisés par le Centre de Gestion du Nord. Par ailleurs nous organiserons l'examen professionnel de Sergent de Sapeurs-Pompiers pour le compte du SDIS.

Enfin, après le premier essai de la dématérialisation des copies en 2025, il sera entrepris la mise en place de cette nouvelle méthode de fonctionnement qui nécessitera l'acquisition du matériel adapté et la formation des utilisateurs.

### **Le service de remplacement et le Diplôme Universitaire de Secrétaire Général de Mairie :**

Le service de remplacement connaît cette année une baisse d'activité. En moyenne on compte une dizaine de personnels mis à disposition au sein de différentes collectivités. L'intégration de certains d'entre eux, issus du dispositif de formation secrétaire de mairie, s'est faite rapidement et le vivier des « disponibles » se réduit au fil du temps.

Une nouvelle session de formation au métier de secrétaire de mairie a été mise en place en octobre dernier dans le bouloonnais avec LAHO Formation pour 15 personnes. Cette entité est l'organisme de formation de la

CCI Hauts de France qui a été sélectionné par la Région pour préparer les candidats demandeurs d'emploi au métier de secrétaire de mairie et ceci pour les 5 centres de gestion.

La mise en place du diplôme universitaire de secrétaire général de mairie en collaboration avec l'université d'Artois d'Arras a également vu le jour. Le 12 janvier 2026, les 23 stagiaires sélectionnés ont commencé leur cursus universitaire avec une première thématique portant sur l'environnement des collectivités territoriales. Nous aurons le plaisir de les recevoir prochainement en nos locaux, car certains agents du Centre de Gestion interviennent dans ce parcours de formation universitaire.

Pour 2026, il est prévu d'organiser, 2 sessions de formation secrétaire de mairie avec la Région si bien entendu le recensement des besoins est positif dans les secteurs du béthunois et du lensois, et peut être envisager d'ouvrir le cadre du service de remplacement à d'autres métiers de la Fonction Publique.

### **Données sociales et promotion de l'emploi public :**

Le service a recensé l'ensemble des documents relatifs au RSU, Rapport Social Unique, qui doit être réalisé chaque année. A cet effet, et devant le peu d'engouement rencontré auprès des collectivités et établissements qui ne maîtrisent pas ce dispositif et n'ont pas de recul sur les informations et les synthèses que l'on peut en retirer, il est envisagé la mise en place d'ateliers RSU en liaison avec les intercommunalités afin d'expliquer l'intérêt de celui-ci dans la gestion notamment des effectifs. Le but également est d'obtenir des statistiques précises et fiables sur l'emploi public dans le Pas-de-Calais par une photographie de l'existant.

L'activité du service consiste également en la participation à des séminaires, conférences et forums tout au long de l'année, nous permettant de toucher un public lycéen ou étudiant ainsi que des demandeurs d'emploi. On dénombre 18 participations à cet effet.

Le service travaille également sur la création d'une CVthèque afin de faire se rencontrer les lauréats issus des concours, les personnes en recherche d'emploi et les besoins des collectivités et établissements. Enfin, il vous est proposé de mettre en place au sein des collectivités qui le souhaitent, des ateliers de sensibilisation pour les agents exerçant un métier à fort taux d'usure pour présenter les dispositifs de deuxième partie de carrière et ceci sur une plus grande échelle dans le cadre de la mission de conseiller en évolution professionnelle.

A ce stade, un accompagnement plus individuelle que celui réalisé aujourd'hui est entrepris pour les agents en recherche de mobilité afin de mettre en lien offres et demandes.

Au niveau de la période préalable au reclassement, l'activité du service se compose comme suit :

Pour la PPR :

- 8 dossiers PPR débutés en 2024 se sont terminés en 2025.
- 16 dossiers PPR ont débuté en 2025 dont 4 se sont terminés en 2025.
- 2 dossiers initialement prévus pour 2025 ont été reportés début 2026.

Pour le reclassement :

- 2 dossiers débutés en 2024, se sont clos en 2025.
- 14 dossiers débutés en 2025, dont 4 clos en 2025.
- 2 dossiers sont en « attente », la procédure est lancée, mais la saisine devrait se faire au cours de ce mois.

## **Le Service UNI Usages Numériques et Informatiques :**

Le service UNI a conclu 118 nouvelles conventions avec des collectivités et établissements sur les prestations relatives à la E-Administration, ce qui porte désormais le total des bénéficiaires à 490. Cette mission est relative à la mise à disposition et au paramétrage des logiciels et outils Pastell, iparapheur, et Actes.

2 techniciens assurent cette mission chronophage qui nécessite de nombreuses interventions sur le terrain. Le passage dans la cotisation additionnelle de cette mission a créé un appel d'air et notre service UNI, Usages Numériques Informatiques, connaît une vague de demandes importantes qui les obligent à planifier les interventions nécessaires à l'installation logiciel et à la formation, tant du personnel territorial que des élus. La compétence du service est par ailleurs reconnue, puisque des établissements de taille conséquente le sollicite pour des prestations complémentaires sur la base du conventionnement. On peut citer à cet effet le travail réalisé pour le compte d'une Communauté Urbaine qui souhaitait la mise en place du parapheur électronique mais avec des connections particulières sur leurs outils de gestion de l'urbanisme et de déclaration d'intention d'aliéner.

Concernant le socle de base numérique, successeur du pack « Mairie connectée », signature de 75 conventions supplémentaire afin de proposer, des certificats RGS de signature électronique, de la messagerie électronique, un coffre-fort de mots de passe, un outil de sauvegarde et des licences antivirus. Comme précisé plus avant dans ce document, la protection des données revêt une importance majeure pour toutes entités connaissant et traitant des informations sur des personnes physiques (Nom, prénom, date de naissance, n° de sécurité sociale, contact...). Tout récemment, la ville de Lens, la CAHC, après la ville de Lille et la Région Hauts de France ont été victimes de piratages informatiques désorganisant le fonctionnement et la relation avec les utilisateurs. Le vote de la loi sur la directive NIS2 de sécurisation des réseaux et des systèmes d'information donnera lieu à des réunions de sensibilisation sur ce sujet hautement important.

L'archivage rencontre également son public et la liste des demandes d'intervention s'allonge. A ce titre, 15 nouvelles conventions ont été signées avec tout dernièrement la commune de Vermelles et la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin. Ce service désormais composé de 3 archivistes devrait être renforcé prochainement afin de répondre à cette demande croissante. L'équivalent en hauteur de 2 tours Eiffel a été traité par les collaborateurs, cela représente 755 mètres linéaire d'archives papier.

En février 2026, commencera la saison 3 du « ¼ heure archives » sous forme de webinaire. Le calendrier prévisionnel définit par le service propose les thématiques suivantes :

Mois	Thématiques
Février	Finances
Mars	Elections
Avril	Urbanisme
Mai	Action Sociale
Juin	Jeunesse et petite enfance
Septembre	Marchés publics
Octobre	Etat civil
Novembre	Administration générale
Décembre	Ressources humaines

Dans le domaine de l'archivage numérique, une convention tripartite a été signée avec le Centre de Gestion du Nord pour la mise en place de l'archivage numérique pour l'utilisation de leur SAE, Service d'Archivage Electronique. Le SDIS 62 intéressé par la démarche a conventionné avec nos établissements pour bénéficier de cette prestation.

Au niveau du RGPD, le Centre de Gestion continue de proposer son offre de service dans le département avec en relais et soutien les intercommunalités. Cette mission a également fait l'objet d'un changement de financement par son passage également dans l'additionnelle.

Offre renforcée également à ce niveau pour la création d'une prestation spécifique de Conseil Juridique Numérique sur la base du conventionnement avec un premier signataire à savoir le Conseil Départemental du Pas-de-Calais.

Le dernier projet du service UNI porte sur la mise en place du « Coffre-fort numérique » qui est actuellement en production et dont les premiers effets seront observés fin janvier 2026. La ville de Berck sur Mer, le Louvre Lens et une trentaine d'autres collectivités et établissements ont déjà contractualisé avec notre établissement sur cette prestation nouvelle. Ne doutons pas, que cette nouvelle prestation monte en puissance rapidement et il nous faudra donc répondre à la demande dans les meilleurs délais sur ce sujet.

A cet effet, et devant le travail à réaliser cette année par le service, il vous sera proposé le recrutement d'un poste de technicien supplémentaire dont le financement pourrait donner lieu à subvention FEDER. Une demande est engagée en ce sens par le responsable du service. Ce poste apparaît comme nécessaire car comme rappelé plus avant, l'année 2026 est une année électorale et le renouvellement des exécutifs locaux donnera lieu à de nombreuses interventions visant à la mise à jour ou au changement, de la signature électronique, des circuits de validation et à la formation des nouveaux utilisateurs.

**LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026**

Tout en maîtrisant nos dépenses de fonctionnement, et afin de préserver notre capacité d’investissement et pérenniser un service public de qualité, nous devons nous attacher à renforcer les liens avec les collectivités et établissements en développant des services à leur destination et répondant à leurs attentes. L’optimisation et la simplification des échanges, la modernisation de l’image et de l’identité visuelle du Centre de Gestion et une présence accrue sur le terrain participent à ce que notre établissement apparaisse aux yeux des employeurs territoriaux, comme le partenaire de proximité privilégié et comme un véritable prestataire de services.

Dans ce contexte, les orientations budgétaires proposées sont les suivantes :

- La poursuite et le renforcement des missions du Centre de Gestion,
- L’optimisation et la simplification des échanges avec les collectivités,
- La valorisation de la notion de proximité et d’expertise.

**Les recettes de fonctionnement :**

Sur les orientations budgétaires 2026, compte-tenu du contexte financier des collectivités, les taux de cotisations obligatoires et additionnelles et du socle commun ont été revus. Ces taux sont respectivement de 0,80 % pour l’obligatoire, de 0,40% pour l’additionnelle et de 0,10 % pour le socle commun.

Dans le courant du mandat, le Président s’était engagé à revoir les taux de cotisations et notamment le taux de la cotisation additionnelle. Une baisse de 0,05 % a donc été proposé au titre de l’année 2023 avec une révision éventuelle avant la fin du mandat. Ce fait a été confirmé, avec une nouvelle baisse de cette cotisation a effet du 01<sup>er</sup> janvier 2026, toujours de 0,05 %. Cela répond également à une des observations de la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport sur notre établissement.

**Tableau des taux de cotisations du CDG 62 :**

Années	Taux de la cotisation obligatoire	Taux de la cotisation additionnelle	Taux de la cotisation au socle commun
2022	0.80 %	0.50 %	0.10 %
2023	0.80 %	0.45 %	0.10 %
2024	0.80 %	0.45 %	0.10 %
2025	0.80 %	0.45 %	0.10 %
2026	0.80 %	0.40 %	0.10 %

**Evolution du montant des cotisations sur les 4 dernières années :**

	2022	2023	2024	2025
OBLIGATOIRES	4 133 877 €	4 423 514 €	4 563 383 €	4 501 743 €
ADDITIONNELLES	2 456 942 €	2 344 042 €	2 405 057 €	2 366 330 €
SOCLE COMMUN	255 818 €	302 871 €	310 169 €	325 577 €

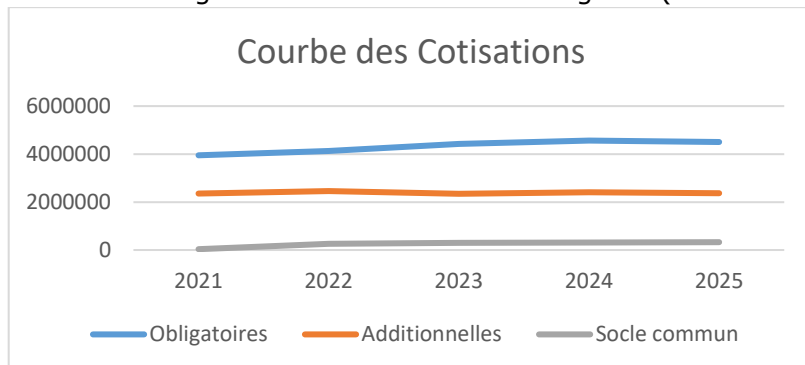
Sur la période 2022-2024, on observe une hausse régulière de nos cotisations obligatoires. La hausse des rémunérations par la revalorisation des échelles indiciaires ou de la valeur du point, les avancements d'échelon, de grade font mathématiquement augmenter le montant des cotisations versées au Centre de Gestion par les collectivités et établissements. Cependant pour 2025, une baisse est constatée pour un montant de 61 640 €. Cette baisse est relative au départ de la ville de Liévin et de son CCAS des collectivités adhérentes à la cotisation obligatoire. Un estimatif de la perte financière avait été réalisé et nous avions prévu une perte à ce niveau de 114 171 €. La perte est donc moindre, car tenant au fait comme exposé ci avant des hausses de rémunérations.

Pour la cotisation additionnelle, on observe une baisse de 112 908 € sur 2023 liée au passage de la cotisation de 0,50 % à 0,45 % décidé par le Conseil d'Administration. Sur 2024, légère remontée des cotisations explicables par les mêmes raisons que la croissance des cotisations obligatoires avec 61 015 €. Pour 2025, baisse des cotisations de 38 727 € alors que la départ de Liévin et de son CCAS, toujours selon nos estimations nous faisait perdre la somme de 64 221 €.

On peut donc en déduire que l'impact financier de ce retrait a été limité à 50 % de notre prévisionnel, par le fait des augmentations salariales de l'année en cours.

Enfin, le socle commun suit aussi la même courbe ascendante en fonction des augmentations salariales. Avec cependant des fluctuations plus importantes qui sont engendrées par des adhésions au fil du temps. Ainsi les 15 408 € supplémentaires au titre de l'année 2025 sont pour la quasi-totalité à mettre au compte de Liévin et de son CCAS qui figurent désormais dans les adhésions au socle commun. Nous avons estimé ce montant à 14 271 € dans nos prévisions budgétaires 2025.

On observe à travers le graphique ci-après une stabilisation de nos cotisations sur les 4 dernières années qui suivent les augmentations salariales des agents (avancement, promotion, revalorisation indiciaire).



Il sera donc prévu au budget primitif 2026 une augmentation mathématique de 2 % des sommes encaissées à ce titre sur les différentes cotisations.

Par délibération du Conseil d'Administration en date du 09 octobre dernier, il a été convenu de reporter les taux pour l'année 2026 avec cependant une baisse de la cotisation additionnelle de 0,05 % faisant ainsi passer le taux de 0,45 % à 0,40 %.

En repartant de la même base, c'est-à-dire la masse salariale 2025, nos cotisations additionnelles se verront amputer de la somme de 262 926 €. Compte tenu de l'évolution salariale annuelle constatée, on peut considérer que la baisse des cotisations additionnelles sera de l'ordre de 202 000 €.

## Recettes des services sur les 4 dernières années :

	2022	2023	2024	2025
<b>CHAPITRE 70 SAUF COTISATIONS</b>	2 222 297 €	1 802 122 €	2 131 706 €	1 956 410 €

Augmentation de nos recettes sur la période 2023/2024 de 329 000 €. Les remboursements opérés par le Centre de Gestion du Nord avec les sommes reversées au titre des concours et examens ne sont pas neutres dans cette augmentation de nos recettes ainsi que le coût lauréat récupéré par le service Concours. Cependant pour 2025, nous connaissons une baisse globale de celles-ci de 175 296 €. Il convient d'observer, mais cela sera examiné plus précisément lors du compte administratif, que cette diminution ne relève pas de l'activité des services conventionnés. Au contraire ceux-ci enregistrent une hausse de plus de 315 000 € au titre de 2025. Les autres prestations, l'assurance, la PSC étant relativement stables. La baisse enregistrée relève du reversement opéré par le Centre de Gestion du Nord pour les concours et examens transférés et de la baisse de la dotation du CNFPT. En 2024, nous avons récupéré près de 585 000 € contre 49 258 € globalisé cette année dans l'article budgétaire correspondant.

Les prévisions de recettes pour 2026 seront similaires pour certains services, 250 000 € pour l'assurance statutaire et la PSC où la relance de notre contrat santé lié aux obligations faites aux employeurs de participer à la mutuelle de leurs agents engendrera par la force des choses de nouvelles adhésions. Au niveau de la Médecine Professionnelle nous réévaluerons les possibilités de recettes en fonction des nouvelles adhésions. Ainsi, sur l'antenne de Béthune une commune de 350 agents doit nous rejoindre au 01<sup>er</sup> janvier 2026 soit une rentrée prévisionnelle de plus de 45 000 € (Nombre d'agents + droits d'entrée).

Au niveau des autres recettes nous maintiendrons à un niveau équivalent aux recettes perçues en 2025 les remboursements issus du service de remplacement, soit environ 320 000 €, et nous reverrons les versements au titre du personnel privé d'emploi en fonction des départs possibles et de la prise en charge de fonctionnaires en cours d'année. (188 000 € en 2025).

## Les dépenses de fonctionnement :

Les efforts de maîtrise des effectifs nous ont permis de freiner l'évolution de notre masse salariale. Le Centre de Gestion s'est engagé sur cette voie, avec notamment un redéploiement de certains effectifs sur d'autres missions ou de nouvelles missions. La mobilité interne est donc privilégiée quand cela est bien entendu possible. Le développement de nos missions nous oblige néanmoins à renforcer nos effectifs en la matière. Ainsi, dans les prévisions 2026, il vous sera proposé le recrutement d'un archiviste supplémentaire pour répondre aux demandes d'interventions sur ce service, mais également au recrutement d'un technicien informatique dans le cadre du développement et du suivi de la prestation coffre-fort numérique. Par ailleurs ce poste pourrait faire l'objet d'un subventionnement par le FEDER à hauteur de 50%. D'autres recrutements statutaires ou contractuels sont prévus et vous sont présentés plus après dans ce rapport.

## Tableau des dépenses de personnel sur les 4 dernières années :

	2022	2023	2024	2025
<b>CHAPITRE 012 MOINS LES ATTENUATIONS 013</b>	5 019 802 €	5 610 182 €	5 836 756 €	5 910 918 €

Les dépenses de personnel représentent plus de 62 % de nos dépenses pour 2025, et comme évoqué au titre de la présentation des services ci-avant, elles devraient encore augmenter en fonction des recrutements attendus (Médecin, infirmière, archiviste, technicien...). Bien entendu les départs connus repris ci-après dans le document viendront amoindrir la charge du chapitre consacré aux dépenses de personnel. De même, il convient de préciser que, si les dépenses liées aux personnels pris en charge à savoir les FMPE, Fonctionnaires Momentanément Privés d'Emploi, sont reprises dans les charges de personnel, la recette correspondante n'est plus considérée comme une atténuation de charges, mais comme une contribution reprise au chapitre 74. Cette recette représente un montant de 188 561 € pour 2025 qu'il conviendrait également d'ajouter aux atténuations de charges.

Une mesure viendra cependant impacter nos dépenses de personnel sur plusieurs années. En effet, le gouvernement a publié au JO du 31 janvier 2025 le décret 2025-86 du 30 janvier 2025 instaurant une augmentation progressive et significative du taux de cotisation vieillesse des employeurs affiliés à la CNRACL. Ce décret fixe le taux de la cotisation d'assurance vieillesse applicable aux rémunérations versées aux fonctionnaires territoriaux et hospitaliers à 37,65 % en 2026 contre 34,65 % en 2025. Ce taux doit augmenter progressivement les années suivantes pour atteindre 43,65 % en 2028.

Le relèvement du taux de la CNRACL a une incidence directe sur le volume des dépenses de fonctionnement du Centre de Gestion. Au demeurant notre établissement étant dépendant pour ses ressources des cotisations versées par les collectivités et établissements ainsi que des prestations payantes qu'il délivre, il va sans dire qu'il est tributaire de la bonne santé financière de ceux-ci.

Tableau d'évolution des taux
De 34.65 % à 37.65 % au 01 <sup>er</sup> janvier 2026
De 37.65 % à 40.65 % au 01 <sup>er</sup> janvier 2027
De 40.65 % à 43.65 % au 01 <sup>er</sup> janvier 2028

Mesure des conséquences de l'augmentation des cotisations CNRACL

Années	2024	2025	2026	2027	2028
Taux applicable	31.65 %	34.65 %	37.65 %	40.65 %	43.65 %
Montant des cotisations	775 482 €	848 988 €	922 493 €	995 998 €	1 069 503 €

(Base salariale constante de 2 450 180 € par an)

Dès lors avec une base salariale constante, on observera une augmentation de 294 021 € pour les 5 années des cotisations patronales CNRACL et ceci sans tenir compte des augmentations des personnels concernés et des recrutements statutaires opérés.

**Tableau des charges à caractère général sur les 4 dernières années :**

	2022	2023	2024	2025
<b>CHAPITRE 011</b>	1 623 107 €	3 665 153 €	2 775 674 €	2 714 385 €

Au niveau des charges à caractère général, c’est-à-dire le chapitre 011, nous constatons une diminution de celles-ci sur l’exercice 2025 de 61 289 €. Après avoir connu une augmentation importante en 2023 afin de rattraper le retard pris dans le remboursement des activités syndicales, nous avons repris un court normal par des versements réguliers en fonction de la transmission des renseignements nécessaires permettant la prise en charge. Il convient également de préciser que la différence importante de montants entre 2022 et 2023, résulte également de la nouvelle imputation comptable avec le passage du chapitre 65 au chapitre 62.

Ainsi en 2023 les droits syndicaux s’élevaient compte tenu du rattrape effectué à 1 743 643 € contre 964 247€ en 2024 et pour l’année 2025 à 878 986 €.

Nos charges devraient évoluer en 2026, avec tout d’abord la location dans le cadre de la médecine professionnelle des locaux de Béthune Station B. Le montant du loyer pressenti s’élèverait à 25 305 € hors taxes et hors charges. S’agissant d’un plateau en location, il nous appartient de procéder à l’aménagement de celui-ci en fonctionnement, par le fait que nous ne sommes pas propriétaire du bien. Un estimatif de travaux a été réalisé et 3 sociétés ont été retenues. Le montant estimatif des travaux est de 87 624 € TTC pour les lots plâtrerie, peinture et électricité, plus 8 364 € TTC pour la maîtrise d’œuvre de l’opération.

Toujours au niveau de la médecine professionnelle, nous devons procéder au changement du logiciel de gestion du service qui est devenu obsolète et ne sera plus maintenu en service par le GIP informatique des centres de gestion. Le nouveau logiciel proposé par le GIP c’est-à-dire PADOA représentera un coût estimatif pour notre établissement de 102 000 € et concerne la location de celui-ci, l’hébergement, la maintenance, la formation des personnels. Si d’autres centres de gestion venaient à requérir à cette solution, le coût pour notre établissement diminuerait par le fait d’une mutualisation plus importante (baisse du coût tenant au nombre d’agents gérés).

L’année 2026, comme évoqué dans mon propos introductif est une année électorale à double titre. Tout d’abord, le renouvellement du Conseil d’Administration de l’établissement. A cet effet, nous procéderons aux opérations électorales de manière dématérialisée comme réalisé lors dernières élections de 2020. Le GIP informatique des centres de gestion a retenu pour ce faire une solution qu’il propose aux adhérents. Le coût estimatif de la solution est de 7200 € TTC pour notre établissement.

Toujours dans le cadre électoral, le renouvellement des instances représentatives du personnel en fin d’année 2026, où le Centre de Gestion prend en charge l’ensemble des opérations électorales et notamment l’acheminement du matériel de vote au sein des collectivités et établissements du Département, ce qui représente la plus grosse part des dépenses que nous allons devoir engager pour ce faire. D’autres frais viendront bien entendu se greffer sur cette enveloppe comme les étiquettes, les enveloppes et colis, les frais d’impression des professions de foi... Bien entendu le personnel de l’établissement sera mobilisé pour mener à bien ces opérations électorales.

Nous restons vigilants dans le suivi des charges à caractère général qui peuvent nous permettre de réaliser quelques économies sur le fonctionnement de l’établissement et sur le coût de fonctionnement de nos services.

## Les dépenses et les recettes d'investissement :

En investissement, la principale orientation en dépenses est bien entendu de finir les travaux d'extension du bâtiment et de pouvoir procéder à la réception totale et définitive, et ainsi intégrer le bien dans l'actif du Centre de Gestion. Il vous a été présenté plus avant, le tableau de suivi financier du chantier avec les sommes restant à honorer par notre établissement. Le plus gros de la facturation est derrière nous et nous sommes en attente du DGD (Décompte Général et Définitif) qui viendra mettre un terme juridiquement et financièrement au chantier.

Les actualisations de prix seront sans doute demandées par les entreprises qui viendront augmenter le solde restant à payer, mais ceci sans commune mesure avec les sommes déjà acquittées.

Par ailleurs, toujours dans le cadre des travaux, nous avons procédé à l'étude du désamiantage du site et à la déconstruction de certaines parties intérieures d'un atelier, afin de pouvoir récupérer un plateau d'une surface conséquente. Ce vaste espace clos dont il conviendra de changer la couverture, pourra être utilisé dans le cadre des journées « Portes Ouvertes du Centre de Gestion » ou tout autre réunion ne nécessitant pas de conditions particulières, dont le chauffage notamment. Cette première étude est complétée par le traitement des autres ateliers avec désamiantage de l'ensemble du site, et le remplacement des charpentes et couvertures visant à la mise hors d'eau des lieux.

Après négociation avec les entreprises soumissionnaires 3 sociétés ont été retenues pour effectuer les travaux :

Lots	Nature des travaux	Sociétés	Montants
01	Déconstruction désamiantage	GRIM ENVIRONNEMENT	71 154 € HT
02	Charpente	STAPI	130 000 € HT
03	Couverture	SN WALLAERT	190 000 € HT

Le montant total des travaux est estimé à 391 154 € HT soit un montant de 469 385 € TTC, soit bien en deçà de l'estimatif de la MOE qui se portait à 762 387 € TTC.

Les travaux sont prévus pour une période se déroulant de février à Juin 2026.

Toujours sur les extérieurs du Centre de Gestion, le projet d'habillage de la coursive au droit du bâtiment E qui se trouve proche de l'accueil et dont le visuel donne sur le nouveau bâtiment a été validé. Les travaux sont prévus en mai pour une fin de chantier en juin de cette année.

Lots	Nature des travaux	Sociétés	Montants
01	Serrurerie	LOISON	71 570 € HT
02	VRD	CITEVERT	7 361 € HT
03	Peinture	TEBICHE PEINTURE	10 721 € HT

Le montant total des travaux est estimé à 89 652 € HT soit 107 583 € TTC.

Pose de clôtures pour sécuriser et délimiter le site et ses accès : Ce sujet avait déjà été abordé lors du dernier DOB et devrait se concrétiser cette année. En effet, la ville de Bruay-la-Buissière se porte comme acquéreur du Donjon et de parcelles de terrains adjacentes mais également des bois dont le Centre de Gestion dispose actuellement et pour lesquels nous n'avons pas d'intérêt particulier.

Le projet portant sur la salle actuelle du Conseil d'Administration, dont nous envisageons la modification par la destruction de la cloison, l'aménagement mobilier et technique, s'avère hors de prix. Le Bureau de l'établissement a donc décidé de mettre en veille ce dossier et de privilégier l'aménagement en mobilier et en solutions de communication et d'enregistrement d'une partie de la salle Serge Janquin comme prévue initialement dans notre projet d'agrandissement.

Une fois, ces travaux réalisés nous pourrions envisager l'inauguration du site de manière officielle en septembre prochain. Journée qui remplacera notre « journée portes ouvertes » qui connaît toujours un réel succès.

Les recettes d'investissement sont quant à elles limitées pour la quasi-totalité à notre capacité d'autofinancement et au prélèvement sur la section de fonctionnement et bien entendu au FCTVA. En l'état actuel des crédits il est peu probable que nous opérons un prélèvement sur la section de fonctionnement.

## **LES MOUVEMENTS DE PERSONNEL SUR L'ANNEE 2025**

### Les nouveaux arrivants :

- 1 adjoint administratif contractuel au service Paie à Façon (Remplacement puis accroissement d'activité)
- 1 adjoint administratif stagiaire au service UNI
- 1 attaché de conservation du patrimoine contractuel au service UNI sur la mission Archives
- 1 adjoint technique contractuel pour l'entretien des bâtiments (Remplacement puis accroissement d'activité)
- 1 adjoint administratif contractuel au secrétariat des instances médicales (remplacement)
- 1 adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe titulaire au service de médecine professionnelle
- 1 infirmière en santé au travail pour l'antenne de Boulogne-sur-Mer contractuel
- 1 adjoint administratif contractuel au service concours
- 1 attachée hors classe titulaire responsable du pôle juridique et statutaire
- 1 attaché contractuel service emploi public conseiller en évolution professionnelle

### Les départs enregistrés :

- 1 médecin en santé au travail sur Boulogne-sur-Mer (départ en retraite au 01/07/2025)
- 1 attachée principale Conseillère en évolution professionnelle (mutation au 01/09/2025)
- 1 attaché responsable du pôle juridique et statutaire (mutation au 01/11/2025)
- 1 Directrice territoriale responsable du pôle emploi public et numérique (détachement au 01/01/2026)
- 1 adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe au service de remplacement (retraite pour invalidité au 01/06/2025)
- 1 adjoint administratif principal de 1<sup>ère</sup> classe au service UNI (retraite pour invalidité au 01/06/2025)

**EVOLUTION PREVISIBLE DES EFFECTIFS POUR L'ANNEE 2026**

Au niveau des effectifs, il est prévu le recrutement sur des postes existants ou la création des emplois suivant :

- Les recrutements possibles :
  - o 1 médecin ou 1 infirmier(e) en Santé au Travail pour l'antenne de Boulogne-sur-Mer
  - o 1 responsable du pôle emploi public et concours (cadre d'emplois des attachés)
  - o 1 technicien pour le service UNI « coffre-fort numérique » (cadre d'emplois des techniciens)
  - o 1 attaché de conservation du patrimoine contractuel au service UNI sur la mission Archives
  - o 1 adjoint administratif au service Paie à façon
  - o 1 psychologue du travail
  - o 1 ergonome

Les départs identifiés :

- o 1 technicien principal de 1<sup>ère</sup> classe – départ en retraite
- o 1 technicien principal de 2<sup>ème</sup> classe – départ en retraite

Les autres mouvements de personnel :

- o 1 responsable du pôle usages numériques catégorie A

Les fonctionnaires momentanément privés d'emploi :

- o 2 adjoints techniques
- o 1 animateur principal de 1<sup>ère</sup> classe
- o 1 brigadier-chef principal
- o 1 adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe
- o 1 adjoint d'animation de 2<sup>ème</sup> classe

Il est important de rappeler que les départs d'agents ne font pas l'objet d'un remplacement systématique. En effet, avant de décider d'un recrutement, le Centre de Gestion étudie toutes les possibilités de mobilité interne et les adaptations dans l'organisation du travail. De même, il est étudié la possibilité de réaffectation sur d'autres services pour permettre la reprise d'activité des personnels.